

conclusion de chartes subrégionales est complété par la disposition suivante : « La présidence du conseil d'administration d'une plate-forme subrégionale agréée par le Gouvernement flamand, est incompatible avec les fonctions ou mandats suivants :

- membre du Gouvernement flamand;
- membre du Gouvernement fédéral;
- membre du Conseil flamand;
- membre du Sénat;
- membre de la Chambre des représentants;
- membre du Parlement européen;
- membre d'une Députation permanente. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 septembre 1995.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 27 septembre 1995.

Le Ministre-Présidents du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 3100

[S - C - 29554]

12 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de Promotion sociale;

Vu le décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition du Ministre chargé du Budget, des Finances et de la Fonction publique ayant par ailleurs la Promotion sociale dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent :

- 1° aux Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement de promotion sociale officiels subventionnés;
- 2° aux emplois subventionnables de ces établissements;
- 3° aux membres du personnel subventionné de ces établissements qui exercent une fonction, principale à prestations complètes ou incomplètes et qui sont nommés à titre définitif, sauf pour ce qui est précisé à l'article 5, § 1er, 2°;
- 4° aux catégories :
 - du personnel directeur et enseignant;
 - du personnel auxiliaire d'éducation;

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

§ 1er. Mise en disponibilité par défaut d'emploi : mesure résultant d'une suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou incomplètes

Lorsque l'expression "mise en disponibilité" est utilisée sans autre précision, elle couvre les situations décrites au présent paragraphe et au paragraphe 2.

§ 2. Perte partielle de charge :

mesure résultant d'une diminution du nombre de périodes au sein de la charge exercée par un membre du personnel.

§ 3. Mesures préalables à la mise en disponibilité : toutes mesures telles que précisées à l'article 5 et qui ont pour effet d'éviter une mise en disponibilité chez un membre du personnel nommé à titre définitif.

§ 4. Réaffectation : rappel en service d'un agent mis en disponibilité.

Ce rappel en service doit s'effectuer dans un emploi d'une fonction pour laquelle l'agent est nommé à titre définitif ou pour laquelle il a le titre requis, et dans ce dernier cas :

- appartenant à la même catégorie : personnel directeur et enseignant; personnel auxiliaire d'éducation;
- de même nature : fonction de recrutement; fonction de sélection; fonction de promotion;
- appartenant au même niveau en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant;
- procurant une rémunération au moins égale à la rémunération de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge, même si les prestations requises pour former des fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

La réaffectation est interne quand elle a pour objet de rappeler en service un membre du personnel au sein de son propre Pouvoir organisateur.

Elle est externe quand elle a pour objet de rappeler en service un membre du personnel au sein d'un autre Pouvoir Organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité.

La réaffectation est définitive quand elle a pour objet de mettre fin immédiatement à la mise en disponibilité; elle est temporaire dans le cas contraire.

§ 5. Rappel provisoire à l'activité :

rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité, dans un emploi d'une autre fonction de la même catégorie et dans d'autres conditions que celles qui président à la réaffectation.

§ 6. Emploi vacant accessible à la réaffectation :

emploi créé par le Pouvoir Organisateur, qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé à titre définitif, admissible au régime des subventions de la Communauté et pour lequel une demande de subvention-traitement a été introduite.

§ 7. Emploi non vacant accessible à la réaffectation :

tout emploi dont le titulaire est un membre du personnel nommé à titre définitif momentanément éloigné du service ou tout emploi résultant d'une organisation occasionnelle d'une section, d'une formation ou unité de formation ou résultant de conventions visées à l'article 115 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale

§ 8. Fonction :

la fonction telle que précisée :

- par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 10 avril 1995;
- par l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

CHAPITRE II. — Obligations des pouvoirs organisateurs

Section 1re. — Notification des mises en disponibilité et des emplois vacants

Art. 3. § 1er. Tout Pouvoir organisateur est tenu de notifier pour agrément au service compétent du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, en la motivant, toute décision par laquelle il place un membre de son personnel en disponibilité, pour toute fonction telle que spécifiée à l'article 2 § 8.

Cette notification qui signale le caractère de l'enseignement dispensé, doit être visée pour information, par le membre du personnel intéressé qui y formule ses remarques et y mentionne des réserves, s'il échet.

Elle est accompagnée d'une demande du membre du personnel tendant à bénéficier d'une subvention-traitement d'attente.

La notification doit être adressée au service compétent par pli recommandé dans les quarante jours qui suivent la date à laquelle se produit la perte d'emploi.

Le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité.

§ 2. Le Ministre compétent ou son délégué agréé les mises en disponibilité qui s'effectuent suivant les règles fixées au présent arrêté.

Aucune décision n'est agréée si elle est notifiée par le Pouvoir organisateur après le délai prévu au § 1er.

Toutefois, le Ministre ou son délégué peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande dûment motivée, déroger à ce délai.

§ 3. Tout Pouvoir organisateur est tenu de notifier au service précisé au § 1er et selon les mêmes modalités les pertes partielles de charge.

Le Ministre ou son délégué reconnaît les pertes partielles de charge.

§ 4. Les membres du personnel chargés de cours sont mis en disponibilité ou déclarés en perte partielle de charge au premier jour de la rentrée scolaire.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les mises en disponibilité sont prononcées à compter de la constatation de la perte d'emploi, lorsque cette constatation a lieu au cours de l'année scolaire conformément aux dispositions des articles 5, § 3, 2° et 6, § 3.

Les membres du personnel non chargés de cours sont mis en disponibilité ou déclarés en perte partielle de charge au 1er janvier.

§ 5. Les mises en disponibilité visant des prestations exercées en fonction accessoire ne sont pas agréées.

§ 6. Sont susceptibles d'être agréées les mises en disponibilité qui découlent d'une diminution de la population scolaire ou qui sont la conséquence d'une décision prise par le Pouvoir organisateur concernant l'organisation de son enseignement, y compris la suppression d'un établissement pour autant que cette suppression soit justifiée par l'application d'une mesure de rationalisation ou autorisée par le Gouvernement.

Art. 4. Tout Pouvoir organisateur est tenu de communiquer aux Commissions de réaffectation et selon des modalités que fixe le Ministre :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge.

2° la liste des emplois occupés par les membres du personnel temporaire qui ne sont pas soustraits à la réaffectation au sens de l'article 15.

Section 2. — Mesures préalables à la mise en disponibilité

Art. 5. § 1er. Un Pouvoir organisateur ne place un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou ne le déclare en perte partielle de charge qu'après avoir, le cas échéant, parmi l'ensemble du personnel des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, et dans l'ordre indiqué :

1° mis fin aux prestations des membres du personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire en qualité de temporaire, dans l'ordre inverse de leur ancienneté de service;

2° mis fin aux prestations des membres de son personnel exerçant la même fonction qui ont atteint l'âge de 65 ans;

3° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires non prioritaires;

4° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur et qu'il a rappelé provisoirement à l'activité;

5° mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il a rappelés provisoirement à l'activité, en procédant dans l'ordre inverse des opérations prévues respectivement à l'article 13 d'abord, à l'article 12 ensuite;

6° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires prioritaires dans l'ordre inverse de leur classement;

7° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur et qu'il a réaffectés;

8° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire en qualité de définitif, dans l'ordre inverse de leur ancienneté de service.

De plus, en ce qui concerne les établissements situés sur le territoire de la même commune, il y a lieu d'opérer une distinction entre l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécial, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement à horaire réduit.

Par même fonction, il y a lieu d'entendre la fonction telle que spécifiée à l'article 2, § 8.

§ 2. Après avoir effectué les mesures visées au § 1er, le Pouvoir organisateur qui est amené à réduire la charge d'un membre du personnel nommé à plusieurs fonctions, doit, avant de le mettre en disponibilité dans la fonction où il y a perte d'heures, lui attribuer des heures dans l'(les) autre(s) fonction(s) où il bénéficie d'une nomination.

Toutefois cette opération ne peut s'effectuer qu'à condition que cette (ces) fonction(s) :

- appartient(nen)t à la même catégorie;

- soit(en)t de même nature;

- appartient(nen)t au même niveau en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant;

- procure(nt) une rémunération au moins égale à la rémunération de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge même si les prestations requises pour former les fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

Par ailleurs la récupération des heures dans les dites fonctions s'effectue dans le respect de l'ordre indiqué au § 1er ci-dessus et de l'ancienneté de service parmi les membres du personnel nommés à titre définitif concernés.

§ 3. Le pouvoir organisateur est tenu de vérifier que les emplois des membres de son personnel nommés à titre définitif peuvent être maintenus.

En début d'année scolaire, en ce qui concerne les membres du personnel chargés de cours, il s'assure que les formations qu'il a l'intention d'organiser au cours de l'année scolaire lui permettent de confier aux membres de son personnel nommés un nombre de périodes aux moins égal à celui de leur nomination.

Il veille à leur attribuer prioritairement et le plus tôt possible dans l'année scolaire, des périodes de cours disponibles. En début d'année civile, pour ce qui concerne les membres du personnel non chargés de cours, il doit se conformer aux dispositions des articles 18 à 26 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 précité et se référer, pour ce faire aux informations relatives au nombre de périodes-élèves que lui a communiquées l'Administration.

Si le pouvoir organisateur prévoit une diminution de périodes (personnel chargé de cours et personnel non chargé de cours) ou d'emplois à temps partiel ou à temps plein à attribuer ou à conférer dans une fonction déterminée, il ne pourra placer un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou le déclarer en pertes partielles de charge, qu'après avoir respecté les procédures prévues aux §§ 1er et 2 ci-dessus.

2° Si durant l'année scolaire, les prévisions du 1°, alinéa 2 s'avèrent incorrectes et que, de ce fait, le nombre de périodes à attribuer dans une fonction déterminée est moins élevé que prévu, le pouvoir organisateur ne pourra placer un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou le déclarer en pertes partielles de charge, qu'après avoir respecté les procédures prévues aux §§ 1er et 2 ci-dessus.

Section 3. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge

Art. 6. § 1er. Parmi les membres du personnel nommés à titre définitif qui exercent une ou des fonction(s) à titre principal, est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, parmi les membres du personnel exerçant la ou les dites fonction(s) dans l'ensemble des établissements que le Pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune, celui qui possède l'ancienneté de service la moins élevée. Dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service, c'est l'ancienneté de fonction qui est prise en considération. En cas d'égalité d'ancienneté de service et d'ancienneté de fonction, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité. En ce qui concerne les établissements situés sur le territoire de la même commune, il y a lieu d'opérer une distinction entre l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécial, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement à horaire réduit.

§ 2. Aussi longtemps que les actes de nomination sont encore formulés sans précision de niveau ou de spécificité, il y a lieu de se référer, pour déterminer qui doit être mis en disponibilité, aux attributions exercées par les membres du personnel au 31 décembre 1994, conformément à l'article 100 § 1er du décret du 6 juin 1994 précité.

§ 3. Par dérogation au § 1er, dans les cas visés à l'article 5, § 3, 2°, le pouvoir organisateur peut, en cours d'année scolaire, déclarer en perte partielle de charge, sans considération d'ancienneté de service, d'ancienneté de fonction ou d'âge, le membre du personnel à qui auraient dû être attribuées les périodes de cours à l'organisation desquelles le pouvoir organisateur doit renoncer, sauf s'il avait prévu de confier à un autre membre du personnel nommé exerçant la même fonction et comptant une ancienneté de service moins élevée, des périodes de cours dans une formation à ouvrir ultérieurement.

Dans ce dernier cas, la perte partielle de charge sera reportée, en tout ou en partie, sur ce dernier membre du personnel.

Cette dérogation ne vaut que pour l'année scolaire en cours.

Art. 7. § 1er. L'ancienneté de service visée aux articles 5 et 6 comprend tous les services subventionnés par la Communauté française, et rendus à titre temporaire ou définitif dans les établissements relevant du Pouvoir

Organisateur, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service, dans l'ensemble des catégories du personnel directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation, social, psychologique ou paramédical.

§ 2. L'ancienneté de fonction visée aux articles 5 et 6 comprend tous les services subventionnés par la Communauté française et rendus à titre temporaire ou définitif dans la fonction en cause dans l'enseignement relevant du Pouvoir Organisateur, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service.

Section 4. — Réaffectation

Art. 8. § 1er. La réaffectation définitive doit être effectuée en priorité avant la réaffectation temporaire.

Elle ne se conçoit qu'au sein du Pouvoir organisateur et dans tout emploi vacant d'une fonction pour laquelle le membre du personnel bénéficie d'une nomination à titre définitif.

§ 2. La réaffectation temporaire s'effectue :

1° au sein du Pouvoir organisateur :

- dans tout emploi non vacant de la fonction pour laquelle le membre du personnel bénéficie d'une nomination à titre définitif;

- dans tout emploi vacant ou non vacant d'une autre fonction que celle(s) pour la(les) quelle(s) il bénéficie d'une nomination à titre définitif mais pour laquelle il possède le titre requis;

2° au sein d'un autre Pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité, dans tout emploi vacant ou non vacant d'une des fonctions visées sub 1°.

- La réaffectation temporaire ne peut toutefois conduire à l'obligation, pour le membre du personnel, d'accepter un emploi vacant ou non vacant dans l'enseignement spécial ou dans l'enseignement à horaire réduit.

Art. 9. Le Pouvoir organisateur qui a satisfait aux mesures visées aux articles 5 et 6 et qui dispose d'un ou de plusieurs emploi(s) vacant(s) doit l'(les) attribuer en réaffectation définitive aux membres du personnel qu'il a mis en disponibilité ou déclaré en perte partielle de charge selon l'ordre de priorité suivant :

a) dans un emploi de la fonction qui fait l'objet de sa mise en disponibilité;

b) dans toute autre fonction à laquelle il est nommé.

Par ailleurs, la réaffectation définitive visée ci-dessus doit s'effectuer d'abord dans tout établissement qu'il organise à une distance de 25 km au maximum du domicile de l'agent, ensuite dans tout établissement situé au-delà de la limite de 25 km, pour autant que le membre du personnel en ait exprimé le souhait préalablement à sa mise en disponibilité.

Art. 10. § 1er. Le Pouvoir organisateur qui a satisfait aux obligations visées à l'article 9 et qui dispose d'un emploi vacant d'une fonction pour laquelle un membre du personnel qu'il a mis en disponibilité possède un titre requis doit lui offrir cet emploi en réaffectation temporaire selon le même ordre de priorité géographique que celui précisé à l'article 9.

§ 2. Après avoir satisfait aux obligations visées au § 1er, le Pouvoir organisateur qui dispose encore d'emplois non vacants de la fonction :

- dans laquelle un membre du personnel est mis en disponibilité;
- dans toute autre fonction à laquelle il est nommé conformément au décret;
- dans toute autre fonction pour laquelle l'intéressé possède le titre requis,

doit offrir ces emplois au membre du personnel visés ci-dessus et selon l'ordre de priorité ci-après :

1° dans tout emploi non vacant qui se trouve à moins de 25 km du domicile de l'agent en commençant par les emplois de la fonction dans laquelle le membre du personnel a été mis en disponibilité;

2° dans tout emploi non vacant qui se trouve au-delà de la limite des 25 km du domicile de l'agent pour autant que ce dernier en ait exprimé préalablement le souhait, en commençant par les emplois de la fonction dans laquelle le membre du personnel a été mis en disponibilité.

§ 3. Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge plusieurs personnes dans la même fonction, le Pouvoir organisateur doit, pour l'application des dispositions précisées à la présente section et en respectant les ordres de priorité fixés, réaffecter définitivement ou temporairement selon le cas celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 4. Si les Pouvoirs organisateurs disposent de plusieurs emplois dans une même fonction, ils sont tenus de confier par priorité les emplois vacants, et à défaut d'une telle possibilité, les emplois non vacants de la plus longue durée.

Section 5. — Reconstitution des réaffectations

Art. 11. § 1er. Les réaffectations externes effectuées au cours d'une année scolaire par les Pouvoirs organisateurs ou par les Commissions de réaffectation sont reconduites l'année scolaire suivante.

§ 2. La charge reconduite du membre du personnel réaffecté sera étendue d'office par le Pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible et jusqu'à concurrence du nombre de périodes faisant l'objet d'une mise en disponibilité.

§ 3. Toute réaffectation est reconduite chaque année aussi longtemps que le membre du personnel n'a pas acquis 600 jours d'ancienneté au service du Pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté.

Ces 600 jours doivent être répartis sur trois années scolaires au moins. Ils sont calculés conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement officiel subventionné.

§ 4. Il est mis fin à cette réaffectation :

- en cas de retour du titulaire de l'emploi, si la réaffectation est temporaire;
- si le Pouvoir organisateur est tenu de réaffecter entre-temps un membre de son personnel;
- si le Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité dispose d'un emploi vacant de la même fonction et doit mettre fin à cette disponibilité;
- si le membre du personnel néglige de faire acte de candidature à la nomination dès qu'il remplit les conditions prévues au décret du 6 juin 1994 précité tel que modifié par le décret du 10 avril 1995.

L'ancienneté dont peut se prévaloir le membre du personnel à cette occasion est l'ancienneté acquise au service du Pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté;

- si le membre du personnel ne souscrit ni ne respecte les obligations reprises aux articles 6 et 14 du décret du 6 juin 1994 précité;

Il peut également être mis fin à cette réaffectation :

- de commun accord;
- en cas de faute grave;
- sur décision de la commission de réaffectation compétente saisie par le Pouvoir organisateur ou le membre du personnel.

Section 6. — Rappel provisoire à l'activité

Art. 12. § 1er. Tout Pouvoir organisateur qui, à l'issue des opérations visées à la section 4, n'a pu réaffecter les membres de son personnel en disponibilité doit :

1° s'il s'agit d'une fonction de recrutement, leur confier un emploi d'une fonction appartenant à la même catégorie et de même nature situé à un autre niveau d'enseignement que celui où ils ont été mis en disponibilité, pour autant qu'ils possèdent le titre requis pour l'exercice de cette fonction;

2° s'il s'agit d'une fonction de sélection ou de promotion leur confier un emploi d'une fonction de recrutement de la même catégorie pour autant qu'ils possèdent le titre requis pour l'exercice de cette fonction, ou qu'ils y aient été nommés auparavant.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, ces rappels provisoires à l'activité ne peuvent conduire un Pouvoir organisateur à devoir confier un emploi d'une fonction de sélection ou de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité dans une fonction de recrutement, ni de confier une fonction dans l'enseignement supérieur de type court à un membre du personnel mis en disponibilité dans l'enseignement secondaire.

Elles ne peuvent conduire non plus à l'obligation pour un membre du personnel d'accepter un emploi vacant ou non vacant dans l'enseignement spécial ou dans l'enseignement à horaire réduit.

§ 2. Lorsqu'il a mis en disponibilité plusieurs personnes dans une même fonction, le Pouvoir organisateur doit, pour l'application des obligations précisées au § 1er, 1° et 2° ci-dessus et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

§ 3. Le rappel provisoire à l'activité dans un emploi vacant ne peut avoir pour effet de délier le Pouvoir organisateur de l'obligation d'annoncer cet emploi à la nomination et d'y nommer, s'il échet, au 1er novembre de l'année scolaire suivante le candidat réunissant l'ancienneté la plus élevée.

CHAPITRE III. — *Octroi d'une subvention, traitement d'attente*

Art. 13. § 1er. Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut total d'emploi bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente dans les mêmes conditions que dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. Les membres du personnel en perte partielle de charge conservent à leur demande et sans limitation de durée le bénéfice de la subvention traitement liée aux prestations qu'ils exerçaient avant d'être déclarés en perte partielle de charge.

§ 3. Tout membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité par défaut total d'emploi, même en cas de réaffectation, et de rappel provisoire à l'activité partiels.

§ 4. Tout membre du personnel réaffecté, ou rappelé provisoirement à l'activité dans une fonction qui lui procure une rémunération supérieure à celle dont il bénéficiait auparavant, obtiendra, en plus de la subvention-traitement précisée ci-dessus, une allocation selon des modalités fixées, selon le cas, par l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990, pris en application du décret du 12 juillet 1990 ou par l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion.

§ 5. Le temps pendant lequel un membre du personnel est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité est suspensif du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente visée au § 1er, même en cas de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité partiels.

Les vacances d'été sont comprises dans la période visée à l'alinéa 1er pour les membres du personnel réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

CHAPITRE IV. — *Droits et obligations des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi*

Art. 14. § 1er. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge est tenu d'accepter une réaffectation jusqu'à concurrence du nombre de périodes perdues et quel que soit le nombre d'établissements dans lesquels il est appelé à effectuer ses prestations si l'emploi lui est offert :

- 1°) par le Pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité ou l'a déclaré en perte partielle de charge;
- 2°) par le Pouvoir organisateur qui a repris l'établissement où ce membre du personnel est mis en disponibilité ou a été déclaré en perte partielle de charge;

Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un établissement situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité et qui serait offerte à plus de 25 kms du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement cet emploi.

§ 2. Tout membre du personnel mis en disponibilité, déjà réaffecté dans les conditions précisées ci-dessus ou encore à réaffecter, qui exerce des fonctions dans trois établissements au moins et qui assume un ensemble de prestations égal à 75 % au moins du nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes peut décliner toute charge supplémentaire qui lui est offerte en réaffectation, et qui ne se situe pas sur le territoire de la même commune.

§ 3. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doit notifier son acceptation ou son refus motivé par pli recommandé au Pouvoir organisateur et à la Commission de réaffectation compétente dans un délai de 10 jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation ou rappel provisoire à l'activité. Le refus n'est pas suspensif de l'obligation de reprendre ses fonctions.

En cas de refus jugé sans motif valable par la Commission, elle sera démise de ses fonctions conformément à l'article 58, 7° du décret du 6 juin 1994 précité après épuisement du recours éventuel prévu en son article 16, § 1er, 3°.

La décision de la Commission précitée est notifiée par pli recommandé à la personne intéressée.

§ 4. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, qui n'a pu être réaffectée ou rappelée provisoirement à l'activité, doit se tenir à la disposition du Pouvoir organisateur qui l'a mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge jusqu'à concurrence du nombre de périodes correspondant aux prestations qu'elle exerçait avant d'être mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge pour l'exercice de tâches fixées ou approuvées par le Ministre.

L'exercice des tâches précisées ci-dessus ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

§ 5. Un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement d'attente correspondant aux prestations qui font l'objet de sa mise en disponibilité ou de sa perte partielle de charge.

Cette suspension qui peut être totale ou partielle est signifiée par écrit au Pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des mises en disponibilité.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de remise au travail sauf si le Pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou qui a repris l'établissement où ce membre du personnel a été mis en disponibilité dispose d'un emploi définitivement vacant de la même fonction.

Dans ce cas, le Pouvoir organisateur est tenu d'offrir cet emploi au membre du personnel susvisé.

Cette suspension porte sur la durée de l'année scolaire ou sur la période qui reste à couvrir de cette année scolaire quand la mise en disponibilité est agréée dans le courant de l'année scolaire. Elle peut être renouvelée au début d'une année scolaire ultérieure et le cas échéant, modifiée quant au volume des prestations, selon les mêmes modalités que celles précisées ci-dessus.

§ 6. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut total d'emploi peut être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité par son Pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service.

Pendant cette période, il se trouve de plein droit dans la position administrative de l'activité de service.

§ 7. Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester.

Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert.

Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire sauf accord des deux Pouvoirs organisateurs.

CHAPITRE V. — Emplois soustraits à la réaffectation

Art. 15. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel qui comptabilisent, à l'issue de l'année scolaire qui précède de 600 jours de service dans une fonction de la catégorie en cause, répartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées par l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.

CHAPITRE VI. — Organes de réaffectation

Art. 16. § 1. La Commission centrale de réaffectation, créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'un subventionnement d'attente dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécial et dans l'enseignement supérieur, est chargée :

1° de procéder aux réaffectations externes des membres du personnel en disponibilité en procédant d'une part à des désignations d'office dans tous les niveaux d'enseignement, et en entérinant d'autre part les réaffectations externes effectuées par les Commissions zonales de réaffectation;

2° de rappeler provisoirement à l'activité un membre du personnel mis en disponibilité selon les règles énoncées à l'article 12;

3° de statuer sur les demandes de non-reconduction des réaffectations visées à l'article 11 § 4 alinéa 2, tirets 2 et 3;

4° de statuer sur les recours introduits par les Pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel ou sur les situations particulières liées à l'application du présent arrêté.

§ 2. Il est institué une Commission zonale de réaffectation pour chaque zone définie ci-dessous :

Zone 1 : Province du Brabant-wallon et la Région de Bruxelles-Capitale;

Zone 2 : Province de Hainaut;

Zone 3 : Province de Liège;

Zone 4 : Province de Namur et du Luxembourg;

Zone 5 : Etablissements officiels de caractère confessionnel.

1° Les Commissions zonales de réaffectation ont pour mission :

- de procéder aux réaffectations externes des membres du personnel mis en disponibilité dans tout établissement situé au sein de la zone;

- de rappeler provisoirement en service les membres du personnel en disponibilité, selon les règles énoncées à l'article 12;

2° Les Commissions zonales de réaffectation ne peuvent en aucun cas émettre des considérations d'ordre pédagogique.

Elles obtiennent à leur demande et avant les réunions, les documents administratifs qui leur permettent de siéger en pleine connaissance de cause et de vérifier notamment l'existence des emplois vacants.

CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 17. Le Pouvoir organisateur qui maintient en fonction un membre du personnel temporaire dans un emploi attribué en réaffectation ou en rappel provisoire à l'activité perdra le bénéfice de la subventionnement attribué à cet agent temporaire.

La subventionnement ne sera plus octroyée 10 jours après l'acceptation de l'emploi offert par les Commissions zonales ou centrales de réaffectation.

Art. 18. Pour les catégories de personnel visées à l'article 1er, 4°, l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subventionnement d'attente dans l'enseignement subventionné est abrogé en ce qui concerne les niveaux et formes d'enseignement visés par le présent arrêté.

Art. 19. Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation, ayant la Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Bruxelles, le 12 septembre 1995.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique
ayant par ailleurs la Promotion sociale dans ses attributions,
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 - 3100

[S - C - 29554]

12 SEPTEMBER 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet van 22 december 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreet van 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993;

Gelet op het besluit van de Regering d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij haar besluit van 19 juli 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 31 maart 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling ter zake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister, belast met Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, bevoegd voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op :

- 1° de inrichtende machten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor sociale promotie;
- 2° de subsidieerbare betrekkingen in die inrichtingen;
- 3° de gesubsidieerde personeelsleden van die inrichtingen die een hoofdamt met al dan niet volledige prestaties uitoefenen en vast benoemd zijn, behalve voor artikel 5, § 1, 2°;
- 4° de categorieën :

- bestuurs- en onderwijzend personeel
- opvoedend hulppersoneel

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities :

§ 1. terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking : maatregel voortvloeiend uit de volledige afschaffing van een betrekking met al dan niet volledige prestaties;

§ 2. het gedeeltelijk verlies van een opdracht : maatregel voortvloeiend uit de vermindering van het aantal lestijden in de opdracht van een personeelslid. Wanneer "terbeschikkingstelling" niet nader gepreciseerd wordt, heeft ze betrekking op de 2 gevallen sub §§ 1 en 2;

§ 3. maatregelen vóór de terbeschikkingstelling : alle maatregelen bedoeld in artikel 5 die de terbeschikkingstelling van een vast personeelslid voorkomen;

§ 4. reffectatie : de terugroeping in dienst van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt waarvoor het vast benoemd is of het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit. In laatstgenoemd geval moet dat ambt;

- tot dezelfde categorie behoren : bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel;
- van dezelfde aard zijn : wervings-, selectie- of bevorderingsambt;
- tot hetzelfde niveau behoren, voor het bestuurs- en onderwijzend personeel;
- een bezoldiging bezorgen die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verloren heeft, al zijn de vereisten voor een ambt met volledige prestaties verschillend.

Interne reffectatie : terugroeping in dienst van een personeelslid bij zijn inrichtende macht. Externe reffectatie : terugroeping in dienst bij een andere inrichtende macht dan die welke hem ter beschikking heeft gesteld. Een definitieve reffectatie maakt onmiddellijk een einde aan de terbeschikkingstelling.

§ 5. voorlopige terugroeping in actieve dienst : de terugroeping van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ander ambt en onder andere voorwaarden dan voor de reffectatie

§ 6. vacante betrekking, toegankelijk door reffectatie : betrekking, door de inrichtende macht opgericht, die niet aan een vast personeelslid is toegewezen, subsidiëerbaar is door de Gemeenschap en waarvoor een weddetoelage aangevraagd is.

§ 7. niet-vacante betrekking, toegankelijk door reffectatie :

elke betrekking waarvan de titularis een vast personeelslid is dat momenteel niet fungeert, of die voortvloeit uit occasionele inrichting van een afdeling, opleiding of opleidingsseenheid of uit overeenkomsten bedoeld in artikel 115 van voormeld decreet van 16 april 1991;

§ 8. ambt : het ambt bepaald bij :

- het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij decreet van 10 april 1995;

- het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in gesubsidieerde inrichtingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 1 februari 1993.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de inrichtende machten

Afdeling 1. — Mededeling van de terbeschikkingstelling en van de vacante betrekkingen.

Art. 3. § 1. Elke inrichtende macht moet de bevoegde dienst van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap elke beslissing tot terbeschikkingstelling van een personeelslid, voor elk ambt bedoeld in artikel 2, § 8, ter goedkeuring voorleggen met de motivering ervan.

Die mededeling moet de aard van het onderwijs vermelden en moet, voor kennisneming, ondertekend worden door het betrokken personeelslid, dat er eventueel opmerkingen te kennen geeft.

Bij de mededeling gaat de aanvraag van het personeelslid om een wachtweddetoelage te genieten.

De mededeling wordt aan de bevoegde dienst gericht als aangetekende brief, binnen de 40 dagen na het verlies van de betrekking.

De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid waarvan ze de terbeschikkingstelling niet mededeelt.

§ 2. De bevoegde Minister of zijn gemachtigde aanvaardt de terbeschikkingstelling die volgens de in dit besluit bepaalde regels geschiedt is.

Een beslissing die na de in § 1 bepaalde termijn meegedeeld is door de inrichtende macht, wordt niet aanvaard.

De Minister of zijn gemachtigde kan van die termijn afwijken in uitzonderlijke omstandigheden en op met redenen omklede aanvraag.

§ 3. Elke inrichtende macht moet de in § 1 bedoelde dienst, op dezelfde wijze, elk gedeeltelijk verlies van opdracht meedelen. Dit verlies wordt door de Minister of zijn gemachtigde aanvaard.

§ 4. De leerkrachten worden ter beschikking gesteld of verliezen een gedeelte van hun opdracht op de 1e dag van het nieuwe schooljaar.

In afwijking van vorig lid wordt de terbeschikkingstelling uitgesproken vanaf de vaststelling van het verlies van de betrekking als zulks in de loop van het schooljaar gebeurt, overeenkomstig artikel 7, § 3.

Andere personeelsleden worden ter beschikking gesteld of verliezen een gedeelte van hun opdracht op 1 januari.

§ 5. Voor prestaties in een bijbetrekking wordt geen terbeschikkingstelling aanvaard.

§ 6. Aanvaardbaar is de terbeschikkingstelling ten gevolge van de daling van de schoolbevolking of van een beslissing van de inrichtende macht over de organisatie van haar onderwijs, met inbegrip van de afschaffing van een inrichting, gewettigd door een rationalisatiemaatregel of toegelaten door de Regering.

Art. 4. Elke inrichtende macht moet de reffectatiecommissies de lijst :

1. van de personeelsleden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een gedeelte van hun opdracht verloren hebben, en

2. van de betrekkingen, bekleed door tijdelijken die niet onttrokken zijn aan reffectatie, bedoeld in artikel 15, meedelen op de wijze die de Minister bepaalt.

Afdeling 2. — Maatregelen vóór de terbeschikkingstelling

Art. 5. § 1. Een inrichtende macht stelt een personeelslid pas ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking of verklaart dat hij een gedeelte van zijn opdracht verliest nadat ze in voorkomend geval, in geheel het personeel van haar inrichtingen op het grondgebied van dezelfde gemeente, in onderstaande volgorde :

1° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen in een bijbetrekking, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking;

2° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en 65 jaar zijn;

3° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als niet-prioritaire tijdelijken;

4° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn en die ze voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

5° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft en voorlopig terug in dienst geroepen heeft, in omgekeerde volgorde van de verrichtingen, ingevolge artikel 13 en daarna artikel 12;

6° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt als prioritair tijdelijke uitoefenen, in omgekeerde volgorde van hun rangschikking;

7° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld werden en die ze gereffecteerd heeft.

8° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt, als bijbetrekking, vast uitoefenen, in omgekeerde volgorde van dienstanciënniteit.

Voor inrichtingen op het grondgebied van één gemeente moet een onderscheid gemaakt worden tussen gewoon onderwijs, buitengewoon onderwijs, onderwijs met volledig of met beperkt leerplan of voor sociale promotie.

"Hetzelfde ambt" is het ambt bepaald in artikel 2, § 8.

§ 2. Na de maatregelen bedoeld in § 1 moet de inrichtende macht die de opdracht van een personeelslid, benoemd in verschillende ambten, moet verminderen, hem vóór de terbeschikkingstelling in het ambt waar uren verloren gaan, uren toewijzen in de andere ambten.

In elk geval moeten die ambten :

- tot dezelfde categorie behoren;
- van dezelfde aard zijn;
- tot hetzelfde niveau behoren, voor het bestuurs- en onderwijzend personeel;
- een bezoldiging bezorgen die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verliest, al zijn dezelfde prestaties niet vereist om beide ambten met volledige prestaties uit te oefenen.

De terugwinning van uren in die ambten gebeurt in de volgorde bepaald in § 1, met inachtneming van de dienstanciënniteit van de betrokken vaste personeelsleden.

§ 3. 1° De inrichtende macht moet nagaan of de betrekkingen van haar vaste personeelsleden behouden kunnen blijven.

Voor de leerkrachten vergewist ze er zich in het begin van het schooljaar van dat de opleidingen die ze werst te organiseren in dat schooljaar het mogelijk maken, aan haar benoemde personeelsleden ten minste evenveel lestijden toe te wijzen als die waarvoor ze benoemd zijn.

Ze wijst hun prioritair en zo vroeg mogelijk in het schooljaar de beschikbare lestijden toe.

In het begin van het kalenderjaar moet ze voor haar andere personeelsleden de artikelen 18 tot 26 van voormeld besluit van de Executieve d.d. 27 december 1991 naleven, onder verwijzing naar de inlichtingen betreffende het aantal lestijden-leerlingen die het bestuur haar meegedeeld heeft.

Als de inrichtende macht een vermindering verwacht van het aantal lestijden (leerkrachten en andere personeelsleden) of van het aantal voltijdse of deeltijdse betrekkingen die toegewezen moeten worden in een bepaald ambt, dan kan een personeelslid door haar ter beschikking gesteld worden wegens ontstentenis van betrekking of een gedeelte van zijn opdracht verliezen nadat de sub §§ 1 en 2 bepaalde procedure gevolgd is.

2° Als tijdens het schooljaar de in 1°. 2e lid bedoelde verwachtingen onjuist blijken en het aantal in een ambt toe te wijzen lestijden minder groot is, dan kan het personeelslid pas ter beschikking gesteld worden wegens ontstentenis van betrekking of een gedeelte van zijn opdracht verliezen, na de procedure bepaald in de §§ 1 en 2.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en verlies van een gedeelte van de opdracht

Art. 6. § 1. Onder de vaste personeelsleden die een of meer ambten als hoofdambt uitoefenen wordt degene ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of verliest een gedeelte van zijn opdracht, die de kleinste dienstanciënniteit heeft onder hen die hetzelfde ambt uitoefenen in het geheel van de inrichtingen die op het grondgebied van dezelfde gemeente georganiseerd worden door de inrichtende macht.

Voor de toepassing van het 1e lid geldt de ambtsanciënniteit wanneer er gelijke dienstanciënniteit is.

Als verschillende personeelsleden dezelfde dienst- en ambtsanciënniteit hebben, wordt het jongste ter beschikking gesteld.

§ 2. Zolang de benoemingsakten geen niveau of specifieke vakken vermelden, moet verwezen worden, om te bepalen wie ter beschikking gesteld wordt, naar de ambtsbevoegdheden op 31 december 1994, overeenkomstig artikel 100, § 1 van voormeld decreet van 6 juni 1994.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de inrichtende macht, in gevallen bedoeld in artikel 5, § 3, 2° in het schooljaar beslissen, zonder rekening te houden met anciënniteit of leeftijd, dat degene een gedeelte van zijn opdracht verliest aan wie de lestijden hadden moeten toegewezen worden die de inrichtende macht niet meer kan organiseren, behalve als ze van plan was, aan een ander vast personeelslid dat hetzelfde ambt uitoefent en minder dienstanciënniteit telt, lestijden toe te wijzen in een nog te openen opleiding. In laatstgenoemd geval wordt het verlies, geheel of gedeeltelijk, overgeheveld naar laatstgenoemd personeelslid.

Die afwijking geldt voor het lopende schooljaar.

Art. 7. § 1. De dienstanciënniteit bedoeld in de artikelen 5 en 6 omvat alle door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de inrichtende macht georganiseerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden, in het geheel van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel, sociaal, psychologisch of paramedisch personeel.

§ 2. De ambtsanciënniteit bedoeld in de artikelen 5 en 6 omvat alle in het betrokken ambt verstrekte en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de inrichtende macht georganiseerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

Afdeling 4. — Reaffectatie

Art. 8. § 1. De definitieve reaffectatie gebeurt prioritair, vóór de tijdelijke reaffectatie

Ze geldt enkel in de inrichtende macht, in elke vacante betrekking van een ambt waarvoor het personeelslid vast benoemd is.

2. De tijdelijke reaffectatie gebeurt :

1° in de inrichtende macht :

- in elke niet-vacante betrekking van het ambt waarvoor het personeelslid vast benoemd is;
- in elke andere vacante of niet-vacante betrekking van een ander ambt dan dat waarvoor hij vast benoemd is, maar waarvoor hij het vereist bekwaamheidsbewijs bezit.

2° in een andere inrichtende macht dan die welke hem ter beschikking gesteld heeft, in elke vacante of niet-vacante betrekking van een in 1° bedoeld ambt.

De tijdelijke reffectatie kan er niet toe leiden dat het personeelslid een al dan niet vacante betrekking zou moeten aanvaarden in het buitengewoon onderwijs of het onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 9. De inrichtende macht die voldaan heeft aan de in de artikelen 5 en 6 bedoelde maatregelen en beschikt over een of meer vacante betrekkingen, moet ze toewijzen door definitieve reffectatie aan de personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft of die een gedeelte van hun opdracht verloren hebben, volgens onderstaande prioriteitsregeling :

- a) in een betrekking van het ambt waarvoor zij ter beschikking gesteld werden
- b) in elk ander ambt waarin zij benoemd zijn.

Die definitieve reffectatie gebeurt eerst in elke inrichting die ze organiseert op ten hoogste 25 km van de woonplaats van het personeelslid, daarna in elke inrichting op meer dan 25 km van die woonplaats, mits het personeelslid dat gevraagd heeft voordat hij ter beschikking gesteld werd.

Art. 10. § 1. De inrichtende macht die voldaan heeft aan de in de artikel 9 bedoelde maatregelen en beschikt over een vacante betrekking, moet ze toewijzen door voorlopige reffectatie aan een personeelslid die ze ter beschikking gesteld heeft en het vereiste studiebewijs bezit, volgens de geografische prioriteitsregeling bepaald in art. 9.

§ 2. Na voldaan te hebben aan de verplichtingen bepaald in § 1 moet de inrichtende macht die nog beschikt over niet-vacante betrekkingen

- a) in een ambt waarvoor een personeelslid ter beschikking gesteld werd;
- b) in elk ander ambt waarin hij benoemd is overeenkomstig het decreet;
- c) in elk ander ambt waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, ze aan het personeelslid aanbieden, volgens onderstaande prioriteitsregeling :

1) in elke niet-vacante betrekking op minder dan 25 km van de woonplaats van het personeelslid, te beginnen met de betrekkingen van het ambt waarvoor hij ter beschikking gesteld werd;

2) in elke niet-vacante betrekking op meer dan 25 km van die woonplaats mits het personeelslid dat vooraf gevraagd heeft, te beginnen met de betrekkingen van het ambt waarvoor hij ter beschikking gesteld werd.

§ 3. Wanneer ze wegens ontstentenis van betrekking verschillende personen in hetzelfde ambt ter beschikking gesteld heeft of zij een gedeelte van hun opdracht verloren hebben, moet de inrichtende macht voor de toepassing van deze afdeling, met inachtneming van de prioriteitsregeling degenen definitief of tijdelijk reffecteren die de meeste dienstanciënniteit heeft en, bij gelijke dienstanciënniteit, degenen met de grootste ambtsanciënniteit.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit krijgt het oudste personeelslid voorrang.

Die verplichting geldt alleen voor wervingsambten.

§ 4. Als de inrichtende machten over verschillende betrekkingen in één ambt beschikken, moeten ze de vacante betrekkingen prioritair toewijzen of, bij gemis van die mogelijkheid, de niet-vacante betrekkingen met de langste duur.

Afdeling 5. — Verlenging van de reffectatie

Art. 11. § 1. De externe reffectaties, in een schooljaar verricht door de inrichtende machten of de reffectatiecommissies, worden voor het volgende schooljaar verlengd.

§ 2. De verlenging van de opdracht van het gereffecteerd personeelslid wordt van ambtswege uitgebreid door de inrichtende macht wanneer een verlenging van de prestaties mogelijk is en tot beloop van het aantal lestijden waarvoor een terbeschikkingstelling geldt.

§ 3. Elke reffectatie wordt jaarlijks verlengd zolang het personeelslid geen 600 dagen dienstanciënniteit telt bij de inrichtende macht waarbij hij gereffecteerd is.

De 600 dagen moeten over ten minste 3 schooljaren gespreid zijn.

Ze worden berekend overeenkomstig artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 4. Aan die reffectatie komt een einde :

- bij de terugkeer van de titularis van de betrekking;
- als de inrichtende macht intussen een lid van haar personeel moet reffecteren;
- als de inrichtende macht die de terbeschikkingstelling uitgesproken heeft, over een vacante betrekking van hetzelfde ambt beschikt en aan die terbeschikkingstelling een einde moet maken;
- als het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een benoeming zodra hij voldoet aan de vereisten gesteld bij voormeld decreet van 6 juni 1994. De anciënniteit die het daarbij kan doen gelden is zijn dienstanciënniteit bij de inrichtende macht waarbij hij gereffecteerd werd;
- als het personeelslid de verplichtingen vervat in de artikelen 6 en 14 van voormeld decreet van 6 juni 1994 niet aanvaardt of niet naleeft.

Er kan ook aan die reffectatie een einde komen :

- in gemeen overleg
- bij ernstige tekortkoming
- bij beslissing van de bevoegde reffectatiecommissie, op verzoek van de inrichtende macht of van het personeelslid.

Art. 12. § 1. Een inrichtende macht die na de maatregelen bepaald in afdeling 4 personeelsleden niet kan reffecteren, moet hun :

1° voor een wervingsambt, een betrekking toewijzen in een ambt van dezelfde categorie en dezelfde aard, op een ander onderwijsniveau dan dat waar zij ter beschikking gesteld werden, mits zij voor het ambt het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten;

2° voor een selectie- of bevorderingsambt, een betrekking toewijzen in een wervingsambt van dezelfde categorie, waarvoor zij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten of vroeger benoemd werden.

In afwijking van voorgaande bepalingen kan die terugroeping er niet toe leiden dat een inrichtende macht een selectie- of bevorderingsambt moet toewijzen aan een, in een wervingsambt ter beschikking gesteld personeelslid, of een ambt in het onderwijs van het korte type zou moeten toewijzen aan een in het secundair onderwijs ter beschikking gesteld personeelslid.

Evenmin kan een personeelslid verplicht worden een al dan niet vacante betrekking te aanvaarden in het buitengewoon onderwijs of in het onderwijs met beperkt leerplan.

§ 2. De inrichtende macht die verschillende personen in hetzelfde ambt ter beschikking gesteld heeft, moet, voor de toepassing van § 1, 1° en 2°, volgens de gestelde prioriteitsregeling, degene in dienst terugroepen die de meeste dienstanciënniteit heeft en, bij gelijke dienstanciënniteit, die met de grootste ambtsanciënniteit.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit krijgt het oudste personeelslid voorrang.

§ 3. De voorlopige terugroeping in een vacante betrekking ontlast de inrichtende macht niet van de verplichting, die betrekking open te stellen en er in voorkomend geval, op 1 november van het volgende schooljaar, de kandidaat met de grootste anciënniteit te benoemen.

HOOFDSTUK III. — Toekenning van een wachtweddetoelage

Art. 14. § 1. De personeelsleden die wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld, genieten op hun verzoek een wachtweddetoelage onder dezelfde voorwaarden als in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs.

§ 2. De personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verliezen, bewaren, op hun verzoek en zonder duurbeperking, het voordeel van de weddetoelage, verbonden aan de prestaties die zij uitoefenden voor zij hun opdracht gedeeltelijk verloren.

§ 3. Elk gereffecteerd of voorlopig in dienst teruggeroepen personeelslid krijgt opnieuw de weddetoelage voor actieve dienst die overeenstemt met de prestaties die hij genoot vóór zijn terbeschikkingstelling wegens totale ontstentenis van betrekking, zelfs in geval van reëfectatie of voorlopige terugroeping in deeltijdse dienstactiviteit.

§ 4. Elk personeelslid dat gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen wordt in een ambt dat hem een hogere bezoldiging verschafft dan die welke hij vroeger genoot, verkrijgt, naast de bovenvermelde weddetoelage, een toelage volgens de voorwaarden vastgesteld naar gelang van het geval, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 11 september 1990, genomen ter uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 12 juli 1990, of door het koninklijk besluit d.d. 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

§ 5. De tijd gedurende welke een personeelslid gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen wordt, schorst de terbeschikkingstelling voor de berekening van de in § 1 bedoelde wachtweddetoelage, zelfs in geval van gedeeltelijke reëfectatie of terugroeping in actieve dienst.

De somervakantie is begrepen in de in lid 1 vermelde periode voor de in een gesubsidieerd ambt met onbepaalde duur gereffecteerde of voorlopig in dienst teruggeroepen personeelsleden.

HOOFDSTUK IV. — Rechten en verplichtingen van het wegens ontstentenis van betrekking gestelde personeel

Art. 15. § 1. Elk personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld werd of zijn opdracht gedeeltelijk verloor, is ertoe gehouden een reëfectatie te aanvaarden ten belope van het aantal verloren lestijden ongeacht het aantal inrichtingen waarin hij zijn prestaties moet vervullen indien de betrekking hem wordt aangeboden :

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld of verklaarde dat hij zijn opdracht gedeeltelijk verliest;

2° door de inrichtende macht die de inrichting heeft overgenomen waar dat personeelslid ter beschikking werd gesteld of waar hij zijn opdracht gedeeltelijk verloor.

Dit personeelslid mag echter een betrekkingaanbod in een inrichting gelegen in een andere gemeente dan die waarin hij ter beschikking werd gesteld, van de hand wijzen wanneer dit aanbod gebeurt op meer dan 25 km afstand van de woonplaats van het personeelslid en voor hem een verplaatsingsduur van meer dan 4 uur per dag tot gevolg zou hebben, wanneer deze verplaatsing met het gemeenschappelijk vervoer gebeurt.

Later mag hij echter geen aanspraak maken op die betrekking.

§ 2. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld of reeds gereffecteerd werd onder de hierboven gepreciseerde voorwaarden of dat nog moet worden gereffecteerd, zijn ambt uitoefent in minstens drie inrichtingen of vestigingen en een geheel van prestaties uitoefent die gelijk zijn aan minstens 75 % van het aantal vereiste lestijden voor een ambt met volledige prestaties, mag elke bijkomende opdracht van de hand wijzen die hem als reëfectatie wordt aangeboden.

§ 3. Elke persoon, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een gedeelte van zijn opdracht heeft verloren, moet zijn aanvaarding of gemotiveerde weigering per aangetekende brief mededelen aan de inrichtende macht en de bevoegde reëfectatiecommissie, binnen 10 kalenderdagen na de mededeling van zijn reëfectatie of voorlopige terugroeping. Zijn weigering ontslaat hem niet van de verplichting, zijn ambt weer op te nemen.

In geval van weigering die door de commissie ongegrond wordt geacht wordt bedoelde persoon uit zijn ambt ontzet overeenkomstig artikel 58, 7° van bovenvermeld decreet d.d. 6 juni 1994, na uitputting van het eventueel beroep, bedoeld in artikel 16, § 1, 3° van dit decreet.

De beslissing van voormelde commissie wordt per aangetekende brief aan de betrokkene bekendgemaakt.

§ 4. Elke persoon die wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht ter beschikking werd gesteld en die niet kon gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden, moet ter beschikking staan van de inrichtende macht die hem ter beschikking gesteld heeft of hem een deel van zijn opdracht deed verliezen, ten belope van het aantal lestijden dat overeenstemt met de prestaties die hij uitoefend vóór zijn terbeschikkingstelling of vóór het gedeeltelijk verlies van opdracht, om door de Minister vastgestelde of goedgekeurde taken uit te voeren. Het uitvoeren van bovenvermelde taken mag echter niet leiden tot het handhaven van de betrekking in het opgeheven ambt.

§ 5. Een personeelslid dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht, mag, op eigen verzoek, tijdelijk zijn recht schorsen op de wachtweddetoelage die overeenkomt met de prestaties die het voorwerp zijn van zijn terbeschikkingstelling of van gedeeltelijk verlies van opdracht. Die schorsing, die volledig of gedeeltelijk kan zijn, wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de inrichtende macht en door haar toedoen aan het bevoegde bestuur overgezonden bij het mededelen van de terbeschikkingstellingen.

Tijdens die opschorting is hij onttrokken aan verplichtingen qua reëfectatie of wedertewerkstelling, behalve als de inrichtende macht die hem ter beschikking stelde of de inrichting overnam waar hij ter beschikking gesteld werd, over een definitief vacante betrekking in hetzelfde ambt beschikt.

In dat geval is de inrichtende macht ertoe gehouden voormeld personeelslid die betrekking toe te wijzen.

Deze opschorting slaat op de duur van het schooljaar of op de periode van dat schooljaar die nog moet gedekt worden wanneer de terbeschikkingstelling in de loop van het schooljaar wordt aanvaard.

Ze mag bij het begin van een later schooljaar worden vernieuwd en zonodig gewijzigd wat de omvang van de prestaties betreft, volgens de hierboven vermelde voorwaarden.

§ 6. Elk wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid mag worden gereffectueerd of voorlopig terug in dienst geroepen worden door zijn inrichtende macht, ongeacht de duur van deze terugroeping. Gedurende die periode is hij van rechtswege in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 7. Indien een betrekking tijdelijk vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bekleedt, mag bedoelde persoon deze betrekking blijven bekleden.

Indien een betrekking definitief vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bekleedt, moet bedoelde persoon deze nieuwe betrekking aanvaarden.

Hij mag echter zijn ambt pas na afloop van het schooljaar waarnemen, behoudens instemming van beide inrichtende machten.

HOOFDSTUK V. — Aan reffectatie onttrokken betrekkingen

Art. 15. Moeten niet aan de in hoofdstuk VI bedoelde reffectatiecommissies aangegeven worden de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die bij het einde van het voorgaande schooljaar 600 dienstdagen tel'en in een ambt van de beschouwde categorie, gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 34 van het decreet d.d. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

HOOFDSTUK VI. — Reffectatieorganen

Art. 16. § 1. De centrale reffectatiecommissie, in het leven geroepen bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het gewoon en buitengewoon onderwijs en in het hoger onderwijs, wordt gelast :

1° de externe reffectaties van de ter beschikking gestelde personeelsleden uit te voeren door enerzijds aanstellingen van ambtswege uit te voeren in alle onderwijsniveaus en door anderzijds de door de zonecommissies voor reffectatie uitgevoerde externe aanstellingen te bekrachtigen;

2° eer volgens de sub artikel 12 vermelde regels ter beschikking gesteld personeelslid voorlopig in dienstactiviteit terug te roepen;

3° over de aanvragen om niet-verlenging van de in artikel 11 § 4, 2e lid, 2e en 3e streepje bedoelde reffectaties te oordelen;

4° te oordelen over de door de inrichtende machten of door de personeelsleden ingediende beroepen of over de bijzondere toestanden die in verband staan met de toepassing van dit besluit.

§ 2. Voor elk onderstaand gebied wordt een zonecommissie voor reffectatie in het leven geroepen :

Zone 1 : Provincie Waals-Brabant en Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Zone 2 : Provincie Henegouwen

Zone 3 : Provincie Luik

Zone 4 : Provincies Namen en Luxemburg

Zone 5 : Officiële inrichtingen van confessionele aard

1° De zonecommissies voor reffectatie hebben als opdracht :

- de externe reffectaties van ter beschikking gestelde personeelsleden uit te voeren in elke in de zone gelegen inrichting;

- de ter beschikking gestelde personeelsleden voorlopig in dienstactiviteit terug te roepen volgens de in artikel 12 vermelde regels;

2° In geen geval mogen de zonecommissies voor reffectatie opvoedkundige bedenkingen uitbrengen. Op hun vraag verkrijgen ze vóór de vergadering de administratieve documenten die het hun mogelijk maken met kennis van zaken zitting te hebben en inz. het bestaan van vacante betrekkingen na te gaan.

HOOFDSTUK VII. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 17. De inrichtende macht die een tijdelijk personeelslid in een betrekking houdt die door reffectatie of voorlopige terugroeping in dienstactiviteit is toegewezen, verliest het voordeel van de wachtwedde-toelage die aan dat tijdelijk personeelslid wordt toegekend.

De wedde-toelage houdt op toegekend te worden uiterlijk tien dagen na de aanvaarding van de door de zonecommissies of door de centrale commissie voor reffectatie aangeboden betrekking.

Art. 18. Voor de in artikel 1, 4° bedoelde personeelscategorieën wordt het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd onderwijs, opgeheven voor het gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs.

Art. 19. De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Vorming, tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 20. Dit besluit treedt op 1 september 1995 in werking.

Brussel, 12 september 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, bevoegd voor Sociale Promotie,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE